

commission du codex alimentarius



ORGANIZATION DES NATIONS
UNIES POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

ORGANIZATION
MONDIALE
DE LA SANTÉ



BUREAU CONJOINT: Viale delle Terme di Caracalla 00100 ROME Tél: +39 06 57051 www.codexalimentarius.net Email: codex@fao.org Facsimile: 39 06 5705 4593

Point 2 de l'ordre du jour

CX/NFSDU 03/2
Août 2003

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES
COMITÉ DU CODEX SUR LA NUTRITION ET LES ALIMENTS DIÉTÉTIQUES OU DE RÉGIME

*Vingt-cinquième session,
Bonn, Allemagne, 3 – 7 novembre 2003*

**QUESTIONS SOUMISES AU COMITÉ PAR LA COMMISSION DU CODEX
ALIMENTARIUS ET/OU D'AUTRES COMITÉS**

**A. VINGT-SIXIÈME SESSION DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS
(Rome, Italie, 30 juin - 7 juillet 2003)**

1. AMENDEMENTS AU MANUEL DE PROCEDURE

Clarification de l'Article VI.4 (Dispositions relatives au vote)¹

1. La Commission a amendé l'article VI.4 sur les dispositions relatives au vote pour inclure une référence à Article X.2 relatif à l'adoption ou aux amendements des normes du Codex par consensus².

Participation des organisations d'intégration économique régionale¹

2. La Commission a amendé les articles concernant la participation pour permettre aux organisations d'intégration économique régionale d'exercer leurs droits de membre au sein de la Commission du Codex Alimentarius et de ses organes subsidiaires dans des conditions particulières³.

Mesures destinées à faciliter le consensus

3. La Commission a adopté les *Mesures destinées à faciliter le consensus* pour insertion dans le Manuel de procédure⁴.

2. EVALUATION CONJOINTE FAO/OMS DU CODEX ALIMENTARIUS ET D'AUTRES ACTIVITES DE LA FAO ET DE L'OMS RELATIVES AUX NORMES ALIMENTAIRES

4. La Commission a approuvé la plupart des propositions soumises par le Secrétariat du Codex pour la mise en oeuvre des recommandations de l'Évaluation conjointe FAO/OMS du Codex Alimentarius, en appliquant certaines immédiatement et en demandant au Comité du Codex sur les principes généraux de convoquer des sessions spéciales pour rédiger les articles requis pour en appliquer d'autres. Certaines

¹ Les amendements au Règlement intérieur n'entrent en vigueur qu'après approbation par les Directeurs généraux (voir Article XIII.1). Au moment de la rédaction du présent document, ces amendements n'étaient pas entrés en vigueur.

² ALINORM 03/41, par. 15-18 et Annexe II.

³ ALINORM 03/41, par. 19-24 et Annexe II.

⁴ ALINORM 03/41, par. 28-31 et Annexe III.

décisions sont résumées ci-dessous. D'autres détails sur cette question figurent dans le rapport de la vingt-sixième session de la Commission du Codex Alimentarius (ALINORM 03/41, par. 149-183).

Aspects généraux

Sessions annuelles de la Commission

5. La Commission est convenue de tenir des sessions annuelles durant les deux prochaines années, mais que dans l'avenir elle examinera à chacune de ses sessions la date de sa session suivante et la nature générale de son ordre du jour afin de parvenir à un juste équilibre entre les questions liées aux normes, l'orientation générale des activités et les questions de politique générale, compte dûment tenu des ressources disponibles pour une participation appropriée.

Mise en oeuvre des recommandations de l'évaluation

6. La Commission est convenue que le suivi et le contrôle de la mise en oeuvre des recommandations figurant dans le rapport d'évaluation seraient confiés au Comité exécutif. Le Comité se réunirait deux fois par an afin d'absorber la charge de travail supplémentaire.

Priorités pour la mise en oeuvre

7. La Commission a décidé que les priorités devraient être les suivantes:

- (a) Processus de gestion des normes, compte dûment tenu des besoins particuliers des pays en développement.
- (b) Fonctions et composition du Comité exécutif, y compris la participation d'observateurs au Comité exécutif et à ses procédures.
- (c) Examen de la structure et du mandat des comités (y compris des comités régionaux).
- (d) Examen du Règlement intérieur et des procédures, notamment des directives à l'intention des comités du Codex.

La Commission a conclu que les quatre priorités étaient d'importance égale et que le classement avait été fait en fonction de la rapidité des progrès potentiels.

Examen de la structure du Codex par comités et des mandats des comités et groupes spéciaux du Codex, y compris les comités régionaux

8. La Commission a décidé que tous les comités et groupes spéciaux seraient examinés ensemble, compte tenu de l'objectif de réduire le nombre de réunions et de tenir des réunions plus courtes et mieux ciblées. La Commission a entériné la recommandation faite par le Comité exécutif concernant la sélection des consultants auxquels serait confié l'examen,⁵ et a insisté sur l'importance critique de la transparence dans ce processus.

Amélioration des processus de gestion des normes

Examen critique des propositions de nouveaux travaux à entreprendre et suivi de l'état d'avancement des normes

9. La Commission a décidé d'approuver le processus d'examen critique, y compris l'établissement des documents de projet pour les principales normes, ainsi que la proposition qui y est étroitement liée de réviser les Critères régissant l'établissement des priorités des travaux afin de garantir la pertinence des normes Codex au niveau international.

Responsabilité de la gestion des normes

10. La Commission a décidé que le Comité exécutif était l'organe approprié pour procéder à l'examen critique des nouvelles activités. La Commission ne s'est pas déclarée favorable au remplacement du Comité exécutif par un Conseil d'administration.

Prise de décisions dans des délais précisés

11. La Commission a décidé que l'organe chargé de la gestion des normes (autrement dit le Comité exécutif) devrait examiner l'état d'avancement des projets de normes à la fin d'une période de temps

⁵ ALINORM 03/4, par. 23.

spécifiée, en général moins de cinq ans, et faire part de ses conclusions à la Commission. La période pourrait être inférieure à cinq ans, si cela était jugé approprié ou avait été établi durant l'examen critique des nouvelles activités.

Simplification des procédures d'élaboration des normes

12. La Commission est convenue de conserver la procédure en huit étapes, avec les mécanismes permettant le cas échéant d'accélérer le processus.

Recours aux facilitateurs et établissement de groupes de travail électroniques et/ou traditionnels

13. La Commission a accepté en principe les trois propositions, mais elle a décidé que les modalités devraient être éclaircies par l'organe chargé de la révision du Manuel de procédure. A propos des groupes de travail électroniques, la Commission a noté qu'ils permettraient d'échanger des points de vue, mais pas de prendre des décisions. Quant aux groupes de travail traditionnels, ils devraient être spécifiques, être ouverts à tous les membres, tenir compte des problèmes des pays en développement et n'être créés qu'à condition qu'il existe un consensus à leur sujet au sein du Comité et après que d'autres stratégies aient été envisagées.

Adoption des normes

14. La Commission a décidé que l'adoption de normes légèrement modifiées devrait être autorisée, à condition que le projet de norme ait été transmis à la Commission par consensus, conformément à la recommandation du Comité exécutif.

Droit de s'exprimer

15. La Commission a **décidé** de demander au Comité sur les principes généraux d'envisager un nouvel article, qui s'inspirerait d'un article analogue de l'Assemblée mondiale de la santé⁶ ainsi rédigé "Dans les réunions plénières de la Commission, le chef de la délégation peut désigner un autre délégué qui aura le droit de s'exprimer et de voter au nom de sa délégation sur toute question. Par ailleurs, sur demande du chef de délégation ou de tout délégué ainsi désigné par lui, le Président peut autoriser un conseiller à s'exprimer sur tout point particulier".

Examen du Règlement intérieur et d'autres questions de procédure

Responsabilité de l'examen des procédures

16. La Commission a décidé que l'examen des procédures serait entrepris par le Comité du Codex sur les principes généraux, lors de sessions spéciales durant une période bien définie. La Commission est convenue que le Comité aurait besoin d'instructions précises, d'un mandat émanant de la Commission et d'un appui de la part du Secrétariat du Codex.

Amendement du mandat du Codex

17. La Commission a décidé que le mandat actuel du Codex tel qu'il est énoncé à l'Article 1 des Statuts de la Commission, devrait être maintenu, mais qu'il pourrait être réexaminé à une date ultérieure.

Critères régissant l'établissement des priorités des travaux

18. La Commission a demandé au Comité sur les principes généraux de remanier les *Critères régissant l'établissement des priorités des travaux* en fonction des priorités actuelles de la Commission et de façon à lui fournir des outils pour évaluer de manière objective les propositions de nouvelles activités en fonction des priorités.

3. EXAMEN DES PROJETS DE NORMES ET DES TEXTES APPARENTES A L'ÉTAPE 8

19. La Commission a adopté diverses normes et d'autres textes élaborés par les Comités et les groupes spéciaux du Codex. Une liste complète de ces textes et des détails sur leur examen figurent dans ALINORM 03/41, Annexe V et par. 32 – 117. Les textes ci-après élaborés par le Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires et examinés par la Commission ont un rapport direct avec les travaux du CCNFSDU.

⁶ Article 19 du Règlement intérieur de l'Assemblée mondiale de la santé.

Projet d'amendement aux directives concernant l'étiquetage nutritionnel⁷

20. La délégation malaisienne a estimé que la déclaration des acides gras trans était nécessaire pour donner aux consommateurs des informations appropriées, notamment une liste exhaustive des acides gras en cas d'allégations concernant les types d'acides gras et la teneur en acides gras et en cholestérol et pour assurer la cohérence avec le tableau des conditions relatives à la teneur en éléments nutritifs figurant dans les Directives sur l'emploi des allégations relatives à la nutrition, qui mentionnait les acides gras trans dans les allégations concernant les graisses saturées et le cholestérol. La délégation a indiqué qu'elle ne pourrait pas appuyer l'adoption du projet d'amendement si cette déclaration n'était pas incluse. Cette position a reçu le soutien de plusieurs délégations.

21. Plusieurs autres délégations ont signalé qu'avant de poursuivre l'examen des dispositions en matière d'étiquetage, il faudrait définir les acides gras trans et que les preuves scientifiques ne justifiaient pas à l'heure actuelle leur déclaration dans tous les cas. Ces délégations ont appuyé l'adoption du projet d'amendement présenté par le Comité ainsi que la réalisation d'autres travaux sur cette question compte tenu des avis du Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime.

22. Le Président du Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires a indiqué que le Comité avait longuement débattu cette question et que, compte tenu de la divergence des opinions exprimées par les États membres, il était parvenu à un consensus prévoyant la déclaration des acides gras trans "conformément à la législation nationale". Le Comité était convenu d'examiner à nouveau cette question lorsqu'il aurait reçu l'avis du Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFSDU) sur la définition des acides trans-gras.

23. La délégation italienne, s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne, a proposé d'inclure une note libellée comme suit: "L'étiquetage des acides gras trans entrera en vigueur seulement lorsqu'ils auront été définis par le Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime, comme l'a demandé le Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires à sa trente et unième session". La délégation a aussi proposé d'ajouter une note analogue à la section sur les vitamines et les sels minéraux (3.2.6.2) pour indiquer que la déclaration des vitamines et des sels minéraux serait examinée après avis du CCNFSDU. La Commission a toutefois décidé de conserver le texte actuel.

24. La Commission a **adopté** le projet d'amendement tel que proposé et a demandé au Comité de poursuivre ses travaux sur les acides gras trans en coopération avec le **Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime**, et a demandé à la FAO et à l'OMS de donner des avis sur les données scientifiques disponibles, le cas échéant, afin d'aider à résoudre cette question complexe.

25. Les délégations de la Malaisie, de Singapour, du Nigeria, du Kenya, de l'Indonésie, de la Tanzanie, du Swaziland et du Soudan ont exprimé des réserves sur l'adoption du projet d'amendement.

Projet de directives pour l'utilisation des allégations relatives à la santé et à la nutrition⁸

26. La Commission, constatant l'absence de consensus sur des questions de fond, est convenue de **renvoyer** le projet de directives pour l'emploi des allégations relatives à la santé et à la nutrition à l'étape 6 pour nouvelles observations et examen par le Comité. La Commission a aussi demandé que le Comité envisage d'élaborer une définition de la publicité intégrant les allégations relatives à la santé et à la nutrition.

4. NOUVELLES ACTIVITES

27. La Commission a approuvé l'élaboration de l'Avant-projet de recommandations sur le fondement scientifique des allégations relatives à la santé et a confié ce travail au CCNFSDU.

Cette question sera examinée au titre du Point 9 de l'ordre du jour de la session actuelle du CCNFSDU.

⁷ ALINORM 03/22A, Annexe III.

⁸ ALINORM 03/22A, Annexe IV.

B. QUESTIONS DÉCOULANT DE LA FAO ET DE L'OMS

Facteurs de conversion énergétiques

28. Le projet de rapport de l'atelier technique sur les méthodes d'analyse et les modes d'expression de la teneur énergétique des aliments "*Methods of Analysis and Modes of Expression of the Energy Content of Foods*", Rome, 3-6 décembre 2002 a été finalisé et est en cours de publication. Le rapport final sur l'énergie alimentaire: méthodes d'analyse et modes d'expression (**Food Energy: Methods of Analysis and Modes of Expression**) sera à la disposition des membres à la vingt-cinquième session du CCNFSDU en novembre 2003.

Teneurs maximales en vitamines et sels minéraux

29. Compte tenu des consultations mixtes en cours conformément aux recommandations formulées durant l'évaluation du Codex concernant la fourniture d'avis scientifiques de la FAO et de l'OMS au Codex et aux pays membres, il n'a pas été possible durant le présent exercice de prendre des engagements sur la question de l'application de l'évaluation des risques fondée sur la science à la définition des teneurs maximales en vitamines et sels minéraux (ALINORM 03/26A, par. 119). Toutefois, certains aspects de cette activité figurent maintenant dans le programme de travail pour l'exercice 2004-2005 et il est prévu que des ressources seront allouées au titre du programme de travail ordinaire.

Rapport de l'OMS/FAO sur les régimes alimentaires, la nutrition et la prévention des maladies chroniques

30. Le rapport de la Consultation d'experts FAO/OMS sur les *régimes alimentaires, la nutrition et la prévention des maladies chroniques* a été présenté conjointement par les Directeurs généraux des deux Organisations à Rome le 23 avril 2003. L'OMS a entériné ce rapport et a commencé à formuler une Stratégie mondiale sur les régimes alimentaires, l'activité physique et la santé, accomplissant ainsi la tâche que lui avait confiée l'Assemblée mondiale de la santé en mai 2002. Cette stratégie portant sur toute la population et fondée sur la prévention est élaborée sur la base d'une vaste consultation et devrait être présentée à l'Assemblée mondiale de la santé en mai 2004. La FAO a noté que certains de ses membres craignent que certaines recommandations puissent avoir un effet négatif sur les petits producteurs et les économies agricoles des pays en développement et envisage de convoquer une session spéciale du Comité sur l'agriculture au début de 2004 pour examiner le rapport et les propositions de la FAO pour le suivi. Le rapport est disponible sur le site Web ci-après:

<http://www.fao.org/DOCREP/005/AC911E/AC911E00.HTM>

C. AUTRES COMITES DU CODEX

Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (ALINORM 03/22A, par. 25-43)

Acides gras trans

31. En examinant le projet d'amendement aux Directives sur l'étiquetage nutritionnel (Section 3.2 Liste des éléments nutritifs), le Comité a longuement débattu de la déclaration concernant les acides gras trans. Plusieurs délégations ont proposé de supprimer la déclaration des acides gras trans car son fondement scientifique n'est pas établi, il conviendrait d'établir une distinction entre les différents types d'acides gras trans et leur déclaration n'a pas grande signification pour les consommateurs. D'autres délégations et les observateurs de la CE et de Consumers International ont fait valoir que la déclaration des acides gras trans était importante pour les consommateurs et que des preuves scientifiques substantielles attestent leurs liens avec des maladies cardio-vasculaires. Quelques délégations ont proposé d'inclure une définition des acides gras trans aux fins de la déclaration des éléments nutritifs et la délégation canadienne a proposé l'inclusion d'une note en bas de page faisant référence aux "acides gras non conjugués". Comme il n'était pas possible de parvenir à une conclusion définitive à ce stade, le Comité a admis que la déclaration des acides gras trans devrait relever des dispositions législatives nationales et a amendé le texte en conséquence. Le Comité a également **demandé au Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime** de fournir une définition des acides gras trans et est convenu d'examiner plus à fond cette question lorsque cet avis lui serait communiqué.

Quantités et portions significatives

32. La délégation néerlandaise, s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne présents à la session, a proposé d'établir un seuil minimum de 15% de la valeur nutritionnelle de référence en ce qui a trait à la déclaration des vitamines et des sels minéraux car ce seuil serait conforme à la valeur afférente à la "source" telle que définie dans les *Directives pour l'emploi des allégations relatives à la nutrition*.

33. La délégation brésilienne, appuyée par d'autres délégations, a fait remarquer que la section ne faisait aucune allusion aux allégations mais faisait référence à un seuil minimum rendant possible la déclaration des vitamines et des sels minéraux sur l'étiquette et que, par conséquent, la valeur actuelle de 5% était appropriée. A titre de compromis, certaines délégations ont proposé de conserver la valeur de 5% pour les substances liquides mais d'augmenter le seuil à 10% dans le cas des substances solides.

34. La délégation néo-zélandaise, appuyée par d'autres délégations, a proposé de supprimer la référence à 100 g ou 100 ml et de ne conserver que la référence à la portion. Le Comité a noté que le texte actuel reflétait les différences propres aux références employées au niveau national par les pays membres.

35. N'ayant pu parvenir à une conclusion sur ces propositions, le Comité est convenu à ce stade de ne pas modifier le libellé actuel de la section 3.2.6 du document de travail en cours d'examen⁹. Il est également convenu de solliciter auprès du Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime des éclaircissements sur la signification donnée à l'expression "quantité significative" d'un point de vue nutritionnel en déterminant en particulier quel pourcentage de la VNR afférente aux vitamines et aux sels minéraux devrait être requis pour permettre la déclaration nutritionnelle de ces substances. Le CCNFSU a également été invité à examiner si la déclaration devrait être faite par portion ou par 100 g ou 100 ml, ou bien les deux.

36. Le Comité sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime est donc invité à donner à ce sujet des avis au Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires.

Comité régional de coordination de la FAO et de l'OMS pour l'Asie (ALINORM 03/15, par. 86-93)

Aliments fonctionnels

37. Le Comité régional de coordination de la FAO et de l'OMS pour l'Asie avait examiné le document de travail sur les aliments fonctionnels et les aliments nouveaux (pour des détails de cet examen, voir le document ALINORM ci-dessus). Ce faisant, le Comité de coordination a recommandé que la FAO et l'OMS organisent une consultation d'experts sur les aliments fonctionnels et que des experts asiatiques comptent au nombre de ceux invités à y participer. Le Comité a fait remarquer qu'il était urgent d'engager des travaux sur les aliments fonctionnels.

⁹ ALINORM 03/22, Annexe VI